

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE - Puichéric

GROUPE GRAP'SUD
120 chemin de la Regordane
30360 Cruviers-Lascours

Références : 2025-423
Code AIOT : 0006600291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE - Puichéric implanté Rue Doct Ferroul 11700 Puichéric. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE - Puichéric
- Rue Doct Ferroul 11700 Puichéric
- Code AIOT : 0006600291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Grap Sud exploite sur la commune de Puichéric un complexe comprenant l'ensemble d'installations suivant :

- une cuverie polyester et inox destinée au stockage de piquettes colorées,
- des bassins de stockage et d'évaporation d'effluents d'origines viticoles/vinicoles ainsi qu'une zone de diffusion / stockage de marcs / criblage des marcs / compostage de marcs.

Les principaux effluents déversés dans ces bassins proviennent de la zone de stockage des marcs et des deux caves de vinification (dont une est en cours de cessation partielle d'activité) présentes dans le voisinage proche du site (historiquement, ancienne distillerie).

A noter que le site est autorisé à accueillir des effluents d'origine viticoles/vinicoles en provenance de l'extérieur.

Il n'y a plus de stockage d'alcools sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bassins	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	Sans objet
3	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7	Sans objet
4	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9	Sans objet
5	Accès	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bassins sont propres, fraîchement faucardés et d'apparence visuelle en bon état.
Un seul bassin utilisé au jour de la visite (très faible hauteur d'effluents).

Une légère odeur est perceptible en limite de clôture des bassins.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si nécessaire, les effluents stockés dans ces bassins bénéficieront d'un traitement pour combattre les éventuelles mauvaises odeurs. La lame d'eaux résiduaire contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur. Un dispositif installé à demeure, permettra de s'assurer facilement du respect de cette hauteur. Les bassins seront curés annuellement des boues de décantation dans la mesure où il n'est pas enlevée la partie argileuse constituant le fond des bassins. Ces bassins seront construits selon les préconisations édictées dans l'étude géotechnique les concernant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a effectué une visite d'inspection inopinée, le mardi 21 octobre 2025 à 08h30, dans le voisinage des bassins de stockage d'effluents et aux abords du site des bassins et de la zone de stockage des marcs afin d'observer la situation sur la thématique "ODEURS" et la propreté du site. Principales conditions climatiques relevées au cours de ce déplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • température fraîche (10°C indiqué sur le thermomètre véhicule) • absence de vent. <p>Il ressort de cette observation les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucune odeur singulière ou nauséabonde en provenance des bassins ou de la zone de stockage des marcs n'a été observée dans le voisinage direct des installations ; • très peu d'effluents dans la zone de collecte et de décantation des jus d'écoulement du marc stocké sur la plate-forme • les règles de mesure de la hauteur des effluents dans les bassins visibles depuis le portail d'entrée sont bien présentes et bien lisibles ; • des bulles visibles en surface des effluents stockés dans le premier bassin. <p>Par ailleurs, il a été identifié :</p> <p>--> aux abords directs du site des bassins (portail d'accès), de légères odeurs "acres" ;</p> <p>--> en limite de propriété de la zone stockage de marcs, en contre-bas des bassins, de légères bouffées d'odeurs caractéristiques de marcs composté : le jour de la visite, un engin de chantier (grue) manipulait les extrémités du tas de marc afin de libérer l'espace nécessaire aux travaux de voirie en cours pour le contournement du centre du village par les véhicules de secours ;</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de produire les éléments de la dernière action de traitement des effluents présents dans le premier bassin (7 jours).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur effluents
Prescription contrôlée : La lame d'eaux résiduelles contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur.
Constats : L'inspection constate que seul le premier bassin contient des effluents dont la hauteur d'effluent est très faible (moins de 20 cm). ==> La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7
Thème(s) : Autre, Entretien des espace
Prescription contrôlée : Les sols et cuvettes de rétention seront exempts de matières combustibles telle que : chiffons, papiers, herbes, etc.
Constats : Au jour de la visite, le site présente un aspect visuel propre et un faucardage fraîchement réalisé. Les bassins bétons de décantation des jus collectés de la plate-forme de stockage des marcs ne présentent pas de désordre visuellement détectables. ==> La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9
Thème(s) : Autre, Nettoyage
Prescription contrôlée : Poussières : L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières. Toutes dispositions seront prises pour éviter la prolifération des mouches, des rongeurs ou insectes.
Constats : Au jour de la visite, le site présente un aspect visuel propre et entretenu. Le chantier de voirie en cours est propre (absence de déchets, plastiques ...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4
Thème(s) : Autre, Contrôle
Prescription contrôlée : <p>Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.</p>
Constats : <p>Cette disposition est visuellement respectée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un côté (zone de compostage), présence d'une clôture et d'un portail côté zone des bassins, - De l'autre côté, des travaux de voirie en cours et des barrières mobiles qui rend difficile l'accès aux installations.
Type de suites proposées : Sans suite